

Legation de Suisse  
en  
France

935/14

Paris le 26 juillet 1915

Monsieur le Conseiller fédéral

Le matin je m'étais rendu, après, causant, chez M. Delcaup, d'après ce que M. Ribot m'avait dit avant hier soir de ses dispositions. Vous aurez été déjà comme moi des déclarations du Ministre des affaires étrangères, telles que je vous les ai télégraphiées ce matin (ci-joint le copie le mon télégramme). — Le Ton de M. Delcaup a été tout à fait amical; je suis convaincu qu'il est sincère dans ses sentiments de bonne volonté envers la Suisse; mais il revient toujours à son raisonnement: "Comment pourrais-je me défendre ici devant l'opinion publique si je n'autorisais la Suisse à envoyer 200 wagons de riz par mois aux autrichiens, quand on saura que ces 200 wagons représentent la ration normale de riz de 666.000 soldats ennemis?" — Ici naturellement dit, comme avant-hier à M. Ribot, qu'il faut tenir compte des proportions; la Suisse compte 4 millions d'habitants, alors qu'il y a 120 millions d'autro-allemands, soit 30 fois plus; 100 wagons représentent quelque chose pour la Suisse; deux équivalent en valeur au important pour la Suisse, tandis qu'il faudrait 30 fois plus de ce arshanties pour offrir aux austro-allemands un avantage équivalent. — Nous n'avons aucun intérêt à payer trop cher et que les austro-allemands nous livrent, et ce qu'il nous livrent est destiné à nous permettre de vivre, comme aussi, très souvent, à nous permettre de fournir à la France et à ses alliés des marchandises qui leur manquent. — Nous avons donné suffisamment de preuves, dans cette guerre et dans toute notre histoire, de notre volonté d'être indépendants et de ne nous mettre au service d'aucune Puissance étrangère, pour qu'on nous fasse crédit de la liberté de

Maurice  
Maurice Hoffmann, Conseiller fédéral

Berne



Mouvement réciproque pour sauvegarder un minimum d'existence à nos industries et un minimum d'approvisionnement à notre Peuple — Nous sommes séparés de l'Allemagne et de ses alliés par une seule négociation; au contraire exigé de nous le consentement préalable de 3 gouvernements étrangers à chaque compensation; nous acceptons de notifier fidèlement tous les détails de chaque opération projetée; si cela a un sens, cela signifie que les gouvernements alliés passant nos faits et gestes part à leurs objections et ces objections seront portées l'un après l'autre auprès du Conseil fédéral. Nous avons nous sommes un gouvernement d'opinion; nous avons souffert pendant des dizaines d'années des persécution diplomatiques de Metternich, de Goyt, et avons fait une petite guerre civile pour nous sortir de cette ténacité. Depuis une demi-nuit, on a reconnu de jour le monde entier la sécurité de notre indépendance de toute influence étrangère; nous aurons tenu compte des objections qui nous seront faites contre certains échanges, mais nos amis de la quadruple entente devraient aussi tenir compte de la nécessité économique où nous sommes nous trouver de négocier ou de subir certains échanges à n'importe quel moment au mieux des circonstances et en tenant compte, évidemment, de nos rapports avec la quadruple entente. — C'est l'intérêt de tous que la Suisse conserve un minimum de liberté d'action et ne soit pas comprimée, pressée vers l'un ou l'autre des groupements en lutte, contre toutes ses traditions et contrairement à l'âme même de son histoire.

M. de Larnac est toujours revenu à des 666.666 autrichiens; il a promis d'examiner; il a dit très amical des la forme et je crois qu'il a certainement d'excellentes intentions, mais je n'en pas croire qu'il transigera beaucoup sur le fond. — Peut-être faudrait-il limiter explicitement les marchandises pouvant faire l'objet d'échanges, ou limiter même les quantités; il n'a pas refusé l'examen et modifications; il l'a même explicitement promis, mais il semble qu'il pense amicalement de la même manière que M. Goyt; ce dernier dit cyniquement & grossièrement & anti-amicalement

à M<sup>r</sup> Strohlin a qui M<sup>r</sup> Delap<sup>r</sup> me dit avec l'intention d'être aimable —

Il semble que M<sup>r</sup> Delap<sup>r</sup> n'attend à ce que la conversation traîne jusqu'à la remise des statistiques dont Vanover parle avant-hier c'est MM Beau, Grant, Duff & Panucci.

—

Dans ces circonstances difficiles, on l'on cherche à part & d'autre à nous pousser dans un des groupements en guerre, je me suis demandé s'il n'y avait pas quelque échappatoire. Nous avons proclamé notre neutralité absolue dans les termes qui nous rendent difficile à tenir le langage de nos collègues de l'Institut de droit international Hammarbyölet, qui vient de déclarer que la Suisse restait neutre mais était pas neutre à tout prix — M<sup>r</sup> le Président Motta a cependant déclaré et me reporter qu'en un cas qui compromettrait nos faire sortir à notre neutralité sur un cas où l'on vendrait nos faire mourir de faim — Il y a peut-être une autre idée à creuser.

En 1814/15, tous nos aimables voisins cherchaient à nous gruger; le France a pris Mulhouse, l'Autriche la Valteline etc. Les seuls qui nous ont aidé c'est reviens après la crise à la Résolution & le 1<sup>er</sup> Empire, ont été le Russe Cops d'Istria et l'anglais Castlereagh, parce que ni le Russe ni l'Angleterre n'avaient quelque chose à nous prendre — aujourd'hui nous ne pouvons pas compter sur eux comme il y a cent ans.

qui est après Résintégration?

De me demander si les Etats-Unis ne pourraient pas jouer le rôle de la Russie et l'Angleterre en 1815. Le gouvernement américain vient de se placer vis-à-vis de l'Allemagne, à propos des sous-marins, sur le terrain des traités anciens ou les lois de la guerre mentionnés; le même gouvernement paraît devoir se placer sur le même terrain des anciens traités vis-à-vis de l'Angleterre en matière de droits de neutres à faire du commerce — Si le Cabinet de Washington

précise cette seconde partie de son programme, il pourrait être accepté si un appel de notre part tendant à obtenir, comme ventres larges et sincères, un minimum de liberté d'action - d'arriver à interdire à jamais l'exportation de nos produits des céréales, des saindoux, des conserves, du coton; le peuple américain est certainement disposé favorablement envers la plus ancienne des républiques de l'Amérique et devant point. Je flatterai de le faire votre champion. - Auriez-Vous le Centre le réfléchi à cet ordre d'idées?

M<sup>r</sup> Harjes, et le célèbre marchand Pierpont Morgan, Harjes & Co, qui sont de chez moi pour remettre de votre intervention en faveur de M<sup>r</sup> Hédell (tant en ayant quelque peu lâché pied au moment officielle) me dit qu'il est prêt à acquiescer des Lansing à Washington par ce sens, à titre personnel, quand vous le lui demanderez et si vous êtes convaincu qu'une telle prohibition serait très populaire aux Etats Unis. - Il demande qu'on ne s'adresse pas à l'ambassadeur américain ici Sharp, qui est un zélateur malade. - Excusez-moi d'avoir dit un mot à M<sup>r</sup> Harjes; il va vous dire que j'ai dit cela comme une boutade personnelle

à ce propos, M<sup>r</sup> Harjes a ajouté que l'emprunt français tenté aux Etats Unis avait échoué complètement. Je crois très certainement que, sans votre intervention, les Américains préfèrent d'argent à une entreprise industrielle pour que, si cela se mal, on renvoie le Conseil d'Administration; ils n'aiment pas le poids d'Etat pour qu'on ne peut remplacer un gouvernement étranger par des Yankees - En outre, les Américains, jusqu'ici grands emprunteurs en Europe, n'ont pas encore apprécié le rôle de prêteurs.

agré,  
 Veuillez le Comité fédéral, les affaires sans toute considération  
 Hardy